

Ivajo Znepolski

Sofia University, Bulgaria /

President of the Institute for Studies of the Recent Past, Sofia

En lisant le journal de Georgi Dimitrov : Dimitrov et Staline. La « démocratie populaire » et le projet totalitaire

A ses débuts, le régime totalitaire apparaît comme une réponse à certaines circonstances sociales et politiques et sous la forme d'un projet qui peut réussir ou échouer à se réaliser. Cela dépend d'une série de circonstances. La personnalité totalitaire précède donc le système totalitaire et dans ce sens, ce dernier est son produit. En même temps cependant, une fois mis en place, le système totalitaire devient le producteur massif de personnalités totalitaires sans lesquelles il ne pourrait pas subsister. La particularité du cas bulgare présuppose une différenciation entre les continuateurs locaux du projet utopique, et les individus déjà formés dans les conditions de la domination totalitaire et ayant déjà intégré en leur for intérieur les règles de celle-ci. Les émigrés politiques revenus d'Union soviétique réussissent à jouer parfaitement bien le rôle de personnalités totalitaires. Non seulement ils disposent presque tous de passeports soviétiques, mais ils sont profondément marqués par la vie au sein du système soviétique. De par leurs attentes intérieures, ils sont les sujets d'une autre réalité – celle de la terreur bolchevique, des grandes purges ayant décimé plusieurs de leurs acolytes.

Sans doute, la figure de proue est celle de Georgi Dimitrov, dressé dans toute sa stature, suivi par des gens du son entourage - Vassil Kolarov, Valko Tchervenkov, Vladimir Poptomov, Ferdinand Kozowski, Georgi Damianov¹ et des centaines d'autres encore... Ils vont former le sommet de la pyramide, mais vont également définir le modèle de comportement de ses simples soldats fidèles. Certes, la responsabilité entière de ce qui se passe ne saurait être attribuée à un individu isolé, même s'il se découpe visiblement sur le fond des autres. Il n'est toutefois pas sans importance que Georgi Dimitrov, de par l'image qu'il s'est forgée, a le potentiel de devenir un modèle, et même plus : un personnage collectif, une personnification de la personnalité totalitaire. Ce statut est affirmé dans le jargon du parti par le cliché de sa désignation – guide et enseignant du peuple bulgare.

C'est justement Georgi Dimitrov qui présente beaucoup d'intérêt pour notre analyse, car il combine l'exceptionnel individuel avec ce qui est typique du caractère et du destin de la personnalité totalitaire. Georgi Dimitrov est sans doute une figure qui se détache avec beaucoup d'éclat sur la scène provinciale bulgare, et dont l'histoire personnelle et la position dans le mouvement communiste international contribuent à nourrir davantage son charisme. Or, sous cette façade éblouissante se cache un deuxième visage, caché et angoissé – celui d'une victime potentielle du proche entourage de Staline, aspirant à maîtriser et à neutraliser

¹ Représentants éminents du mouvement communiste bulgare, dirigeants et organisateurs de l' « Insurrection de septembre », 1923, contre le régime autoritaire en Bulgarie, devenus après sa défaite émigrants politiques en URSS. Ils ont été membres du bureau en exil du Comité central du Parti communiste bulgare et fonctionnaires à différents niveaux dans le Komintern. Après le coup du 9 septembre 1944 ils sont rentrés au pays pour occuper des postes dirigeants dans le parti et dans l'administration de l'Etat.

les mécanismes de l'arbitraire. Rappelons encore ce que dit Hannah Arendt à propos des changements anthropologiques survenant chez les personnes vivant dans des conditions totalitaires : ces gens-là se trouvent parfaitement bien préparés à deux rôles également possibles pour eux – celui du bourreau et celui de la victime.² Les émigrés politiques bulgares en Union soviétique jouissaient de privilèges, mais avaient en même temps le statut d'otages. Ils étaient les pupilles de Moscou et devaient servir sa politique, le capital essentiel qui pouvait garantir leur survie consistant en leur capacité d'imposer l'influence soviétique sur la scène politique bulgare.

Georgi Dimitrov ne fait pas exception, et il a dû faire preuve de beaucoup de talent pour persuader Staline de sa fidélité et de son utilité, et pour éviter le destin de la victime.³ Ce dédoublement psychologique est également transposé dans les conditions bulgares. La destruction des « ennemis » est conçue comme une condition sans alternative de sa propre survie – puisque seul l'ennemi mort ne peut pas à son tour occuper la place du bourreau. Cependant, en fin de compte, en agissant en bourreau, d'abord conformément aux instructions envoyées de loin, ensuite par ses agissements et son comportement après le retour au pays, Georgi Dimitrov ne parvient tout de même pas à échapper au destin de victime. Selon des rumeurs sans fondement documentaire, étant déjà sérieusement malade, il est appelé à Moscou sous le prétexte de son état de santé et de besoin de traitement compétent, d'où ne revient que sa dépouille destinée à jouer son rôle dans les rituels organisés de l'affliction nationale. Or, même si ces rumeurs étaient totalement sans fondement, l'attitude précédente de Staline et de Moscou vis-à-vis de lui l'avait déjà bien transformé en cadavre politique, en simple exécutant de leurs ordres, sans aucun poids personnel pour eux. Le mythe de la figure talentueuse et influente du Komintern se voit enfoui dans notre réalité étriquée, où il n'y a de place que pour des exécutants dociles.

Le journal de Georgi Dimitrov

Il est difficile de déterminer ce qui peut pousser l'homme à tenir un journal. Cela peut être le sentiment de sa propre importance, ou celui de l'importance des événements que traverse sa vie, ou encore la mise en place de repères pour la mémoire au cours d'une vie mouvementée, le besoin de s'expliquer et de se justifier, la vanité, et plusieurs raisons encore... Dans le cas de Georgi Dimitrov⁴, toutes ces motivations sont probablement valables à des degrés différents, mais leur énumération ne sera certes pas suffisante. Dans son cas, ces dernières pourraient également jouer le rôle de raisons pour ne pas tenir un

² Hannah Arendt : Les Origines du totalitarisme, Troisième partie. Le Totalitarisme, Paris, Gallimard, 2002 (Collection Quarto).

³ On racontait dans les cercles de l'émigration politique bulgare en URSS qu'à l'issue du procès de Leipzig, en accueillant Georgi Dimitrov à Moscou, Staline l'aurait étonné en lui demandant pourquoi d'après lui il n'avait pas été condamné en Allemagne. Dimitrov aurait répondu avoir évité la sentence grâce à sa défense efficace et grâce au soutien de l'opinion publique internationale progressiste, ce dont il remerciait personnellement le camarade Staline. Alors, Staline aurait hoché la tête, sceptique, et dit d'un air entendu que Dimitrov n'avait pas été condamné tout simplement parce que Hitler n'avait pas encore appris à faire de bons procès. Il paraît que Georgi Dimitrov a bien retenu cette réplique.

⁴ Georgi Dimitrov (1882-1949) : une des grandes figures du mouvement communiste bulgare dès les années 1920. Il a été fonctionnaire du Komintern, chargé de missions en Europe de l'Ouest. Il a préparé et conduit des opérations clandestines à Vienne et à Berlin. Son nom est devenu mondialement connu avec ledit Procès de Leipzig, 1933, dans lequel il a été accusé d'avoir provoqué l'incendie du Reichstag allemand et à la fin duquel il est sorti vainqueur de son duel juridique avec Göring. Après le procès, ayant obtenu la citoyenneté soviétique, il est parti à Moscou. Il a été secrétaire général du Komintern (1935-1943) et député dans le Conseil suprême de l'URSS tout en effectuant les fonctions de dirigeant du Parti communiste bulgare (PCB). Il a été le stratège principal de la dictature communiste et de la soviétisation du pays : d'abord en donnant ses instructions de Moscou, ensuite à titre de Premier ministre et de Secrétaire général du PCB.

journal – sa prudence extrême à le faire en témoigne. Pour Dimitrov, surtout après avoir été désigné à la tête du Komintern, tenir un journal n'était pas une entreprise prudente et dénuée de risques. Il se rendait sans doute parfaitement compte que si des fragments de son journal tombaient entre les mains de la police politique de Staline, ils pourraient être utilisés comme des preuves contre lui et faire de lui une cible de répressions. Cependant, il continue de tenir son journal de façon appliquée et détaillée, et sans doute aussi sélective, en ne rendant compte que des faits qui le concernaient personnellement.

Ce journal n'est pas seulement un témoignage unique de toute une vie et de toute une époque, mais aussi un phénomène unique en son genre, puisqu'il est associé à un fonctionnaire de si haut rang dans le mouvement communiste international, qui avait passé de longues années comme très proche de Staline, et qui connaissait en détail les dessous de la politique du Kremlin. Il est rare qu'une personnalité de si haut rang et avec une biographie comme la sienne laisse après lui un document pareil – d'habitude, les gens comme lui emportent dans la tombe tout ce qu'ils savent.

Cette entreprise avait été rendue possible grâce à son talent de se tenir à un style d'exposition bien choisi – Dimitrov tient son journal comme s'il était le précurseur de l'école du chosisme, quelqu'un que même Alain Robbe-Grillet pourrait envier. Dans des centaines de pages couvrant presque trois décennies, les faits sont consignés de manière neutre, sans l'ombre d'une émotion même dans des situations critiques, sans aucun commentaire. S'il y a par endroits quelque commentaire, il est fait au nom du sujet collectif – le parti, le peuple, le mouvement, la classe... Ce style de neutralité factuelle est conservé même lorsque les circonstances qu'il présente ne lui font pas honneur, comme il arrive souvent dans ses relations avec Staline après la fin de la guerre et surtout, après son retour en Bulgarie. Voilà pourquoi le journal est parvenu à n'ombrager en rien la susceptibilité de Staline, mais il est resté pendant des décennies caché dans les archives du parti communiste bulgare (PCB). C'est précisément pour ces raisons qu'on peut lui faire confiance. Il propose bien plus qu'un point de vue subjectif, et ouvre sur un large champ d'interprétations.

Georgi Dimitrov – une créature de Staline

En sa qualité de haut fonctionnaire du mouvement communiste international, Georgi Dimitrov est entièrement une créature de Staline. Il s'en rendait parfaitement compte et lui a voué gratitude et fidélité jusqu'à la fin de sa vie. Tout commence par le procès de Leipzig, à propos duquel Moscou et le Komintern décident d'organiser une grande campagne de propagande contre le national-socialisme. Toutes les forces du Komintern sont mobilisées, les militants et les sympathisants les plus talentueux et le plus influents de par le monde entier sont mis à contribution. L'affrontement autour des accusés devient pour les stratégies de propagande des deux colosses totalitaires l'occasion de mesurer leurs forces. Dans cette guerre de propagande, la première de son genre, c'est le camp communiste qui gagne, riche de son expérience. Georgi Dimitrov se retrouve au centre du conflit, jouant non sans un certain talent le rôle qui lui a été attribué. Les médias le rendent extrêmement populaire, si bien qu'après la fin du procès Staline voit une possibilité d'utiliser le capital symbolique de figure combattante qui s'est accumulé en faisant de lui un emblème de la lutte antifasciste et de la solidarité prolétaire. Georgi Dimitrov est un excellent candidat pour la direction du Komintern. D'abord, il n'est pas russe, n'est pas juif, ce qui permet de contrer les allégations d'après lesquelles le Komintern serait un outil de Moscou. Ensuite, en sa qualité de représentant d'un petit parti sans positions internationales ni ambitions théoriques, son choix, d'une part, sera une preuve d'égalité et de démocratie dans les rangs du mouvement communiste international, et d'autre part, lui-même ne sera pas aussi difficile à manipuler

que l'aurait été le représentant d'un parti grand et fort comme les partis français, italien ou allemand.

On peut délimiter deux périodes dans les relations entre Staline et Georgi Dimitrov. Une première, qui couvre l'époque du Komintern, et une deuxième, qui commence après l'entrée de l'Armée rouge en Bulgarie à 9 septembre 1944, le retour de Dimitrov dans le pays (novembre 1945) et son engagement à imposer le pouvoir communiste dans le pays. L'attitude de Dimitrov vis-à-vis de Staline reste constante, alors que l'attitude de Staline vis-à-vis de Dimitrov change significativement pendant la deuxième période. La raison en est à rechercher dans les différents rôles qu'il attribue à Dimitrov et dans les capacités de ce dernier à s'en acquitter. Au sein du Komintern, Dimitrov imposait exclusivement la volonté de Staline, il était en quelque sorte son porte-parole officiel, avec en plus un certain charme dans la communication. Au cours de ses contacts informels avec Staline, il était informé de l'orientation que prenait la politique et il avait la possibilité, le plus souvent en son propre nom, de rendre publiques les positions du Guide. De cette manière, il réussissait à impressionner par sa clairvoyance les leaders du mouvement communiste international, puisque ce qu'il disait se voyait plus tard corroboré par l'autorité suprême. En reflétant la lumière cachée du guide, Georgi Dimitrov parvient progressivement à se faire une solide réputation au sein du mouvement communiste international. Il garde un contact personnel permanent ou une correspondance secrète avec les plus grandes figures du mouvement de l'époque, envoyant des instructions et des conseils sur la stratégie à adopter de New York à Pékin.

Son quotidien comporte aussi bien des contacts continus avec les plus hautes autorités au Kremlin que des déjeuners de famille dans sa datcha près de Moscou avec des gens comme Maurice Thorez, Palmiro Togliatti, Walter Ulbricht, Mátyás Rákosi, des ministres et des généraux soviétiques, etc. Tout cela ne peut pas manquer de lui inspirer un sentiment de sa propre valeur et influence. Un sentiment qu'il se garde bien de dévoiler devant Staline. Son journal renvoie l'image d'une personne parfaitement fidèle et fiable, qui ressent continuellement le besoin de réaffirmer sa position de vassal. Les télégrammes de félicitations qu'il envoie régulièrement pour l'anniversaire du Guide sont un bel exemple de la flatterie et de l'adulation caractéristiques de l'étiquette de la cour totalitaire. Le 3 novembre 1945 Georgi Dimitrov envoie à Staline une lettre d'adieux à l'occasion de son retour en Bulgarie, qui témoigne clairement de sa propre conscience des relations entre les deux. « Cher camarade Staline, partant en Bulgarie à l'occasion des élections législatives, je souhaiterais vous faire part de ma profonde reconnaissance d'avoir pu, au cours de ces longues années, travailler sous votre direction immédiate et tant apprendre auprès de vous. (Vous remercie) de même pour la confiance que vous m'avez toujours accordée. Il est bien évident que je ferai tout mon possible pour, à l'avenir, mériter la confiance que vous me faites. Et je vous demande instamment de pouvoir continuer, à l'avenir, à recevoir vos conseils d'une valeur si exceptionnelle. »⁵

⁵ Georgi Dimitrov: Journal 1933–1949. Version intégrale et annotée par Gael Moullec. Avec la collaboration de Jordan Baev, Tamara V. Domratcheva, Zoia K. Vodopianova. Traduction de l'allemand par Anne Castagnos-Sen. Traduction du russe par Tatiana Zazerskaia, traduction du bulgare par Assia Stantcheva, Paris, Belin, 2005, p. 1126. Edition bulgare: Georgi Dimitrov. Dnevnik, 9 mart-6 fevruari 1949 (Dimitar Sirkov, Petko Boev, Nikola Avrejski, Elkaterina Kabakcieva eds., e.a.), Sofija, Universitetsko izdatelstvo "Sv. Kliment Ohridski", 1997. L'édition allemande en deux tomes va jusqu'en 1941. Voir: Georgi Dimitroff. Tagebücher 1933-1943. Edité par Bernhard H. Bayerlein. Traduit du russe et du bulgare par Wladislaw Hedeler et Birgit Schliwenz. 2 vols. Vol. II. Kommentare und Materialien zu den Tagebüchern 1933-1943, Berlin, Aufbau-Verlag, 2000. L'édition italienne couvre la période jusqu'en 1945: Dimitrov, Giorgi: Diario. Gli anni di Mosca. 1934-1945. A cura di Silvio Pons. Traduzione di Fausto Ibba, Pasquale Rosafio, Turin, Einaudi, 2002.

En fait, cette « demande » de pouvoir bénéficier à l'avenir des conseils d'une valeur si exceptionnelle du Guide représente une assurance qu'il continuera comme auparavant d'exécuter les instructions qui lui seront envoyées. De cette manière, il définit lui-même son statut précédent et ultérieur comme un statut de non autonomie, de soumission totale.

Deux patries, deux devoirs

Comme compensation, il lui reste la forme extérieure du statut, les privilèges dont bénéficie la crème de la bureaucratie soviétique. Pendant sa période de star au Komintern, Georgi Dimitrov occupe la sixième place de par son rang dans la liste de la haute nomenklatura soviétique et jouit de tous les privilèges de cette catégorie. En partant, il garde tous les extras dont il jouissait à Moscou : un appartement à la Maison du Gouvernement (où habitaient les hauts cadres dirigeants), une datcha à Meshcherino, près de Moscou, le « service spécial », mais de plus, il transpose en Bulgarie ses habitudes de vie déjà établies. Les services de sécurité soviétiques préparent son arrivée, sélectionnent et assurent aussi bien son logement à Sofia que le confort auquel il était habitué. Dans la Bulgarie de l'après-guerre, on lui a assuré un standard stalinien et un service de sécurité soviétique⁶. Dans le pays, Georgi Dimitrov mène une vie qui n'est peut-être pas double mais dédoublée – la raison en étant non seulement sa double nationalité, mais aussi, l'impossibilité de choisir entre ses deux patries. Son attachement au pays soviétique, son goût pour la vie soviétique sont évidents. Jusqu'à sa mort, l'appartement à Moscou et la datcha à Meshcherino sont entretenus et habités comme sa propre maison – lorsqu'il est en déplacement à Moscou, il y accueille des invités ou y donne des réceptions pour les membres de délégations bulgares visitant la capitale soviétique. Georgi Dimitrov séjourne très souvent à Moscou, parfois incognito, pour maintenir des relations avec les hauts dirigeants soviétiques auprès desquels il dispose d'un accès direct, ou pour se soigner dans le célèbre sanatorium « Barvikha ». Et lorsqu'il est en Bulgarie, les médecins soviétiques viennent le visiter sur place pour le traiter. C'est un homme écartelé entre deux pays et entre deux devoirs qu'il espère enfin pouvoir cumuler. Par instants, son comportement donne l'impression qu'il se sent comme s'il n'était qu'envoyé en mission en Bulgarie.

Dimitrov peut bien se flatter de jouer le premier rôle à Sofia, mais en fait son rang a bien changé. De la grande scène internationale, il atterrit dans une petite province à la périphérie de l'empire soviétique naissant, dans un environnement qui lui est étranger et dans lequel ses agissements ne semblent pas tout à fait adéquats. La nouvelle situation présente cependant un avantage – se trouvant loin de l'œil vigilant du Guide, il dispose d'un champ d'action plus large et de plus d'autonomie, surtout en vue des innombrables tâches concrètes que la situation impose. Il est parmi les rares Bulgares rendus populaires sur la scène européenne et même mondiale, et ce fait, comme d'ailleurs ses contacts avec l'homme le plus puissant du monde à cette époque, ne pouvait pas manquer d'impressionner le public provincial. En Bulgarie, il est le numéro un et se voit lui-même adulé comme un « guide », quoiqu'il ne puisse jamais oublier que l'expression « le long bras de Moscou » n'est pas une phrase vide.

Cependant, la scène du Komintern lui manque, ou, pour le dire autrement, la scène nationale est trop étriquée pour lui. Ceci le pousse à entreprendre certaines démarches sans concertation et sans pondération, ce qui irrite Moscou. Lors de ses visites dans les pays « frères » de l'Europe de l'Est, où il continue d'être reçu comme l'ancien Secrétaire général du Komintern, il se lance dans des improvisations sur leur avenir commun et sur d'éventuelles

⁶ Dimitrov, Journal, p. 1124.

initiatives communes. En raison de ses étroites relations avec le Kremlin qui ne sont un secret pour personne, beaucoup de gens estiment qu'il continue d'exprimer la politique soviétique officielle, ce qui n'est plus le cas. Georgi Dimitrov n'a pas suffisamment bien compris le nouveau rôle qui lui est attribué – on ne lui demande pas de théoriser, mais de s'acquitter bien d'un « sale boulot » bien concret, de frayer le chemin des communistes vers le pouvoir absolu, d'assurer l'hégémonie soviétique dans le pays. Pratiquement les initiatives internationales de Dimitrov (les propositions de contacts étroits entre les nouveaux régimes communistes en Europe, le projet de fédération bulgare-yougoslave, l'aide aux partisans grecs) sont accueillies sans bienveillance par Staline.

Au cours d'une visite officielle en Roumanie, Georgi Dimitrov se permet, sans concertation préalable avec « le centre », d'exprimer le souhait de formation d'une fédération ou d'une confédération entre les pays de l'Europe de l'Est, et de création d'une union douanière. Cette déclaration a été évaluée comme nuisible, et sans le ménager le moins du monde, Staline lui écrit directement : « Il est difficile de comprendre ce qui a pu vous contraindre à faire des déclarations aussi prématurées et irréflechies lors de cette conférence de presse. »⁷ Un mois plus tard (le 9 février 1948), Georgi Dimitrov est appelé à Moscou pour un entretien portant sur ses intentions de former une fédération avec la Yougoslavie, en application d'une ancienne idée de Staline justement, qui souhaitait créer un pays communiste fort au centre des Balkans. Cette fois-ci Georgi Dimitrov s'est trompé, car il n'a pas pris en compte la profondeur du conflit entre Moscou et Belgrade, conflit à la base duquel se trouve précisément le style de leurs relations. Belgrade tient à l'égalité et n'admet pas de diktat direct. Staline lui prépare un véritable petit « tribunal des pairs » : « Il me semble que le camarade Dimitrov se laisse entraîner, dans une certaine mesure, dans des conférences de presse et des interviews (...) Nous devons prendre position, car tout le monde – ennemi et ami – pensait que c'était notre point de vue à nous. (...) Vous êtes un homme politique et vous devez penser non seulement à vos intentions, mais aussi à ce qui se produit à la suite de vos interventions. » Molotov, qui assiste également à l'entretien, ajoute : « A l'avenir le camarade Dimitrov doit se préserver lui-même, et [nous préserver] nous aussi, du risque de telles interventions. »⁸

La brutalité de Staline dans ses relations avec Dimitrov est démonstrative, il tient à lui montrer sa véritable place dans le mouvement communiste contemporain et lui apprendre bien qui fixe les limites de sa compétence : « Il ne faut pas donner des interviews aussi souvent. Vous voulez dire quelque chose de nouveau et étonner le monde entier ! Vous parlez comme si vous étiez encore secrétaire général du Komintern (...) Soit vous êtes des gens inexpérimentés, soit vous vous emballez tels des komsomols, qui, comme des papillons, volent droit vers la flamme. »⁹ Et Dimitrov sait parfaitement bien de quelles flammes il est question, c'est pourquoi il n'essaie pas une seconde de défendre ses idées ou du moins, son droit de parler en son propre nom. Ce qui correspond parfaitement à l'état des choses en Bulgarie. À chaque critique, il capitule aussitôt, bat en retraite dans sa coquille, adopte un comportement d'élève fautif et promet que « de telles déclarations ne se reproduiront plus à l'avenir ». A la suite des critiques à propos de sa déclaration en Roumanie, il répond aussitôt par un télégramme : « J'accepte avec reconnaissance vos remarques. J'en tirerai les conclusions nécessaires. »¹⁰ Mais ayant jugé que ce n'était pas suffisant, il envoie une nouvelle lettre six jours plus tard : « Je considère comme étant inutile

⁷ Ibid., p. 1329.

⁸ Ibid., pp. 1332-1334.

⁹ Ibid., pp. 1334-1335.

¹⁰ Ibid., p. 1329.

de vous assurer que nul au sein de notre parti, et, bien sûr, encore moins moi-même personnellement, n'ait pu entreprendre sciemment une démarche quelconque, dans le cadre de notre politique interne ou extérieure, qui eût été contraire à la position du VKP(b) /Parti communiste bolchevique d'Union soviétique – I.Z./ et préjudiciable aux intérêts de notre cause commune. (...) Concernant certaines déclarations inopportunes que j'ai pu faire, j'ai déjà tiré une très bonne leçon de vos remarques et vous pourrez être certain que de tels [actes] imprudents et irréfléchis ne se reproduiront pas.»¹¹

Visiblement, Staline estimait avoir tout à fait le droit de répéter la célèbre réplique que l'autocrate russe Ivan le Terrible, qu'il admirait, avait adressé à son fils : « C'est moi qui t'ai engendré, et c'est moi qui te tuerai. » En effet, il détruit une partie fondamentale de la personnalité de Dimitrov. La pression brutale de Moscou et l'attitude apeurée et manquant de caractère de l'homme malade sont un témoignage de première main du déclin du mythe du héros de Leipzig, du mythe de la figure valeureuse et autonome de l'acteur du mouvement communiste international. De manière quelque peu avilissante Georgi Dimitrov s'amoindrit dans le cadre de son nouveau rôle, relativement humble par rapport à ses ambitions.

De la nature de la démocratie populaire

Ces dernières années en Bulgarie, les publications historiques et même les manuels d'histoire pour les lycées ont témoigné du retour d'une notion oubliée par les chroniqueurs et les théoriciens de l'histoire du Parti communiste bulgare – celle de démocratie populaire, ainsi que de la formation d'un courant dans l'historiographie présentant les traits d'un révisionnisme naissant. On réanime la thèse selon laquelle entre 1944 et 1947 le régime en Bulgarie serait distinct aussi bien du régime monarchique renversé que du régime communiste qui lui a succédé. Cette forme de gouvernance intermédiaire et passagère est présentée comme une forme combinant la démocratie parlementaire avec le rôle directeur du parti communiste, et le pluralisme de la propriété et la politique de solidarité sociale – avec l'intervention fondamentale de l'État dans la vie économique. Or, l'hégémonie soviétique et Staline en personne, en se basant sur ses hommes de paille dans le parti, auraient fait le nécessaire pour que cette forme soit sabotée et le pays soit réorienté dans l'ornière du totalitarisme soviétique.

Mais qu'est-ce qui dans la situation postcommuniste d'aujourd'hui rappelle à la vie cet épisode depuis longtemps oublié du développement du pays et de l'histoire du communisme bulgare ? A mon avis, ce serait l'analogie formelle avec la transition que le pays a vécu après le changement du 10 novembre 1989, transition dont les péripéties et les vicissitudes ont laissé chez certains l'impression d'une vague chance perdue de changement à profil nettement social, de combinaison entre la démocratie et le communisme. Comme s'il s'agissait d'une divergence répétitive, des accents de déception des opportunités perdues lors de la deuxième transition se font entendre dans le récit de l'échec de la démocratie populaire.

Cet épisode initial est également utilisé dans la discussion sur le bilan de la gouvernance communiste pendant un demi-siècle pour défendre la thèse de la trajectoire contradictoire du régime et des différentes possibilités qui y figuraient. Une question se pose devant nous : cet épisode de l'histoire du pays représente-t-il réellement une étape autonome, une période

¹¹ Ibid., pp. 1329-1330.

délimitée qui, même hypothétiquement, ait pu proposer un développement différent de celui qui a eu lieu ? Aujourd'hui il est bien clair qu'une telle affirmation contredit la logique même des processus qui ont lieu dans la société bulgare de l'après-guerre. La démocratie populaire est l'enfant mort-né de la version Front unique du soi-disant antifascisme communiste. Le journal de Dimitrov nous aide à reconstruire l'histoire de la notion.

On y retrouve des faits irrécusables, que l'on pourra retracer même chronologiquement, et qui indiquent que la notion de démocratie populaire est un produit du laboratoire idéologique du Kremlin. Staline lance la notion comme une démarche de propagande et de tactique à la fois, sans jamais croire en sa valeur réelle. Bien sûr, il ne l'avait pas fait publiquement, mais dans le cadre d'entretiens confidentiels, de séances d'instructions, sous la forme de suggestions à adresser à des gens envoyés « travailler » dans les nouveaux territoires dans lesquels l'empire projette d'établir son influence. Il ne considère pas ses interlocuteurs comme des partenaires égaux qu'il pourrait informer de ses intentions secrètes ou qui seraient en état de comprendre la complexité du jeu. C'est pourquoi il leur dévoile la vérité peu à peu. Il croyait probablement que pour que son plan réussisse, il était nécessaire qu'ils croient eux aussi dans une certaine mesure en l'idée de démocratie populaire. Voilà pourquoi il leur permet de se présenter devant leur propre public comme les auteurs de cette idée.

Or, pourquoi Staline entreprend-il cette démarche tactique ? Parce qu'il a besoin de temps pour pouvoir profiter de ses acquisitions de l'après-guerre, ce à quoi pourraient s'opposer les communistes sur le terrain, aspirant à ressentir et à consommer directement les bénéfices du pouvoir total et non partagé. L'idée d'une forme transitoire doit jouer un double rôle : d'un côté, rassurer les alliés sur les véritables intentions de Moscou (jusqu'à ce que le traité de paix soit signé et l'influence soviétique consolidée), d'autre côté – à refréner l'ardeur des forces communistes. Sur la recommandation de Staline, Georgi Dimitrov, qui se trouve à ce moment-là encore à Moscou, utilise toute son autorité pour retenir l'impatience des communistes sur le terrain à prendre immédiatement le chemin vers la dictature du prolétariat et l'expropriation de la propriété bourgeoise. Dès le 9 septembre 1944, Georgi Dimitrov envoie au CC le télégramme suivant : « Nous avons appris qu'on créait des soviets à Varna et qu'on désarmait la police. Prenez les mesures les plus rapides et les plus résolues pour immédiatement mettre fin à cela. Ne créez de soviets nulle part, ne désarmez pas la police. De tels agissements confortent les positions des ennemis de notre peuple. Observez des positions strictement démocratiques. »

Cette position rend possible l'instauration des deux gouvernements du Front populaire, qui sont toujours plus ouvertement dominés par le parti communiste. Malgré cela, les tentations de régler rapidement ses comptes avec les concurrents et les oppositionnels ne font que grandir. Ainsi arrive-t-on à une rencontre au Kremlin en février 1946 (l'occasion formelle en étant la concertation sur le texte en préparation de la nouvelle constitution bulgare), au cours de laquelle Georgi Dimitrov au nom des milieux du parti exprime son insatisfaction quant à la lenteur des changements et avoue que les communistes bulgares ressentent un complexe d'infériorité par rapport à leurs collègues yougoslaves qui se montrent bien plus radicaux.

Essayant d'arracher des preuves de l'amour au Guide, Dimitrov se plaint que les communistes yougoslaves ont une attitude hautaine envers la Bulgarie en raison de la lenteur de la mise en place du pouvoir communiste, prétendant que l'Union soviétique compterait surtout sur la Yougoslavie et traiterait la Bulgarie avec une certaine condescendance. Staline donne une réponse rassurante, mais sans nier ces allégations. Voilà ce qui est noté dans le journal à ce propos : « Staline a déclaré qu'il n'y avait rien de tel

: la Yougoslavie est un Etat sérieux, mais nous considérons que la Bulgarie et la Yougoslavie s'uniront dans un État commun et qu'elles joueront un rôle unique dans les Balkans. »¹²

La position de la délégation bulgare libère le franc-parler de Staline, qui lui explique, comme à des élèves qui ont du mal à comprendre, les règles du jeu. (L'entretien est sténographié et ensuite inclus par Dimitrov dans son journal.) Il leur impute même du sectarisme et leur conseille de tenter d'attirer les nombreux paysans bulgares. « Votre constitution doit être une constitution populaire ; avec le moins de détails possibles ; une constitution d'un État populaire – républicain à régime parlementaire ; ne faites pas peur aux couches non travailleuses ; c'est une constitution qui serait plus à droite que la yougoslave. (...) Il n'y a pas d'intérêt à avoir un parti ouvrier et, en même temps, de l'appeler communiste. (...) Il est nécessaire pour vous de réunir la classe ouvrière et les autres couches laborieuses sur la base d'un programme minimum ; en ce qui concerne le programme maximum, son temps viendra. (...) En fait, le parti sera communiste, mais il recevra une base plus large et un masque commode pour la période actuelle. Ceci vous aidera dans la transition vers le socialisme par une voie particulière -- sans dictature du prolétariat. »¹³ Les dernières paroles de Staline - « sans dictature du prolétariat » - méritent une attention particulière. Il est difficile de croire qu'elles ont été prononcées un an et demi après la prise de contrôle sur le pays.

Or, les séances d'instructions à Moscou jouent un mauvais tour à Dimitrov qui a visiblement des problèmes avec l'interprétation exacte des intentions du Guide. Ceci devient évident deux ans plus tard, lorsque aura lieu le dernier affrontement entre le maître sévère et l'élève servile et obtus, sur la notion de démocratie populaire. Voici comment se déroulent les événements.

La dernière leçon de Staline

À la fin de 1948, lors d'un de ses séjours dans le sanatorium « Barvikha », Georgi Dimitrov discute beaucoup avec Kuusinen (président du Soviet Suprême de la République socialiste soviétique Carélo-finnoise) qui y séjourne également. En s'entretenant sur la situation en Bulgarie, les deux hommes discutent aussi sur le problème de la démocratie populaire. Dimitrov consigne dans son journal pratiquement l'intégralité de leur conversation. Les deux arrivent à la conclusion partagée que la démocratie populaire serait un moyen de mise en place du socialisme, parallèlement à la dictature du prolétariat. Dans les conditions actuelles, grâce à l'aide de l'Union soviétique, il serait possible d'opérer une transition du capitalisme vers le socialisme sans la dictature du prolétariat. « Il n'y a qu'une seule fin – le socialisme. Les moyens peuvent être différents », concluent les deux protagonistes.¹⁴ Dans la définition de Dimitrov, la démocratie populaire représente « un pouvoir des travailleurs - l'énorme majorité du peuple sous la direction de la classe ouvrière » qui instaure un monopole économique (par la nationalisation et la liquidation des éléments capitalistes, c'est-à-dire, par la terreur). Dans ses notes, on retrouve même la thèse de Staline de l'approfondissement de la lutte des classes. En d'autres termes, la démocratie populaire représente pour lui « une consolidation permanente des positions dirigeantes de la classe ouvrière, avec à sa tête le parti communiste, dans tous les domaines de la vie étatique, économique, sociopolitique et culturelle. » La transition vers le socialisme sans « la mise en place d'un régime soviétique », c'est-à-dire, des soviets, est possible car « le régime de la démocratie populaire peut et doit,

¹² Ibid., pp. 1186.

¹³ Ibid., pp. 1185-1186.

¹⁴ Ibid., p. 1419.

dans la situation historique concrète, et ainsi que l'expérience l'a déjà démontré, remplir avec succès les fonctions de la dictature du prolétariat ». ¹⁵

La démocratie populaire est une démarche tactique, une prise de contrôle sur la société par d'autres moyens, pas tellement radicaux, mais qui aboutissent à l'élimination de l'ennemi de classe. Enthousiasmé par ces entretiens et par l'occasion qui se présente pour lui de réfléchir de nouveau sur un problème général, en pleine concordance avec les suggestions de Staline des années précédentes, encouragé par l'intérêt d'un haut fonctionnaire soviétique porté à ce problème, Dimitrov décide de chercher sa réhabilitation théorique. Il s'agit d'une tentative désespérée de reprendre le rôle de théoricien du mouvement communiste international qui développe la théorie marxiste-léniniste dans les conditions contemporaines. Le 1^{er} novembre 1948, il envoie à Staline une lettre pour lui faire part de ses idées : « C'est pour cette raison que je m'adresse à vous, à la demande du CC du Parti communiste bulgare, en vous priant vivement de prendre connaissance de nos conceptions sur les questions exposées ci-dessous et de nous aider, par vos conseils, à orienter le parti dans son activité imminente, difficile et complexe. » ¹⁶ On ne dispose pas de données indiquant que quelqu'un au sein du CC du PCB était au courant de cette initiative ou partageait ses interrogations théoriques.

Ni les temps ni le moment ne sont cependant opportuns, et Staline, comme s'il avait oublié ce qu'il disait lui-même sur ce problème, lui refuse brutalement toute perspective de retour sur la scène comme une figure autonome. Voici sa réponse : « La démocratie populaire et le régime soviétique sont deux formes de la dictature du prolétariat. (...) Dans l'histoire de la pensée marxiste sont apparus deux possibilités ou bien deux formes de dictature du prolétariat. (...) La première forme est la république démocratique que Marx et Engels ont identifiée dans la Commune de Paris (...) Ensuite, Lénine a découvert la forme soviétique de la dictature du prolétariat, comme plus appropriée et plus opportune pour nos conditions. (...) Chez vous, où la prise du pouvoir par la classe ouvrière a été accomplie non pas par une insurrection interne, mais par une aide venue de l'extérieur, de la part des troupes soviétiques, c'est-à-dire facilement, sans effort particulier, on peut se passer de la forme soviétique, en revenant vers la forme dont parlaient Marx et Engels, c'est-à-dire la forme populaire démocratique parlementaire. (...) Mais ce régime accomplira les fonctions de la dictature du prolétariat. » ¹⁷

Georgi Dimitrov ne dit rien de bien différent. Mais au moment où il présente ses thèses sur la démocratie populaire, le jeu autour de cette forme de pouvoir est déjà terminé, la société bulgare est entièrement entre les mains du parti communiste et en train de procéder à un processus de soviétisation intense. Ces réflexions sont donc totalement inadéquates aussi bien par rapport à l'état réel des choses dans le pays que par rapport au moment historique. Du moins selon Staline qui, après l'incident avec Tito, est très méfiant et soupçonne probablement que derrière les efforts théoriques de Dimitrov, qui n'ont pas beaucoup de sens à ses yeux, pourraient se cacher des prétentions d'autonomie.

Or, dans le contexte de la guerre froide qui gagne en vitesse, il n'est pas opportun d'accentuer les différences d'avec le système soviétique. Pendant les années et les décennies suivantes, la pensée théorique marxiste-léniniste sur la question de la nature de la période de transition adoptera entièrement la position de Staline. Entre la société

¹⁵ Ibid., pp. 1428-1429.

¹⁶ Ibid., p. 1427.

¹⁷ Ibid., pp. 1442-1443.

capitaliste et la société communiste, existe une période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. À cette période correspond également une période de transition politique, au cours de laquelle l'État ne pourra adopter d'autre forme que celle de dictature révolutionnaire du prolétariat.

Le propre parti de Dimitrov n'insiste pas beaucoup sur ses variations théoriques au sujet de la démocratie populaire. Ainsi, Todor Jivkov explique devant le VII^e congrès du PCB (1958): bien qu'après la victoire un système pluripartite s'était instauré dans le pays, le parti n'a jamais partagé le pouvoir. Et il déclare ensuite : « Le Comité central a toujours estimé que la révolution dans notre pays, de forme démocratique et populaire, représente dès son début et par toutes ses caractéristiques une réplique de l'essentiel de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, une continuation de l'œuvre de la Révolution d'Octobre dans nos conditions, une partie et une manifestation de la grande marche mondiale du capitalisme vers le socialisme, qui a débuté par la révolution des travailleurs et des paysans soviétiques en octobre 1917, et dès ses débuts, elle avait un caractère socialiste. »¹⁸ Voilà ce qu'on affirme également dans la quatrième édition de l'histoire officielle du parti communiste bulgare : « La participation d'autres partis à l'insurrection victorieuse du 9 septembre 1944 dans les circonstances historiques de l'époque représentait un grand succès de la politique marxiste-léniniste menée par l'avant-garde du prolétariat. Le nouveau pouvoir dans le pays a commencé dès le jour de la victoire à remplir de fait les fonctions d'une dictature du prolétariat. L'existence du Front populaire, loin de le compromettre, a au contraire renforcé le rôle dirigeant du parti. Les postes essentiels et décisifs du pouvoir public étaient entre les mains du parti. »¹⁹

Le corps de guide suprême

Cependant, un aspect significatif de la rhétorique développée autour de la notion de démocratie populaire subsiste de manière durable dans le discours du parti communiste. Cet aspect s'exprime dans l'utilisation excessive des notions de république et de peuple. La première de ces notions, surtout après le référendum sur la forme de gouvernance de l'État, réduit progressivement sa présence dans le vocabulaire du parti, alors que la notion de peuple devient une matrice fondamentale de la légalisation du régime. Le peuple est proclamé être le seul souverain et tout ce que le parti communiste entreprend est entrepris à son intention et en son nom. Cependant, le peuple est une notion marquée par une ambivalence sémantique.

C'est ainsi par exemple que tout de suite après le 9 septembre 1944 la notion de peuple comprend tout d'abord tous les partis et groupes oppositionnels et antimonarchistes, comme les ainsi appelés industriels patriotes, les représentants de l'armée, etc. Cependant, le 1^{er} septembre 1945 Georgi Dimitrov lance la thèse de la présence d'éléments « antipopulaires » et « antiétatiques », qui sont en passe d'être exclus de la notion de peuple – il est question de formations libérales et démocratiques, d'éléments « difficiles » au sein du Front populaire, d'officiers de l'armée royale... C'est ainsi que la notion de peuple est progressivement purgée des groupes suivants : l'opposition politique, les industriels, les bourgeois, les grands et même les moyens agriculteurs, c'est-à-dire, tous ceux qui ont quelque propriété. Tout à fait dans l'esprit de la tradition bolchevique, la notion de peuple est examinée uniquement dans le champ du social ; la division sociale représente la ligne de partage qui sert de repère pour l'inclusion ou l'exclusion. De cette manière, la notion est réduite uniquement aux prolétaires, visant surtout le travail manuel et physique.

¹⁸ Istorija na Balgarskata Komunisticheska Partia [Histoire du Parti communiste bulgare], Sofia, Partizdat, 1967, p. 212.

¹⁹ Istorija na Balgarskata Komunisticheska Partia, Sofia, Partizdat, 1984, p. 441.

L'unité du peuple, conçue par le parti communiste dans le sens d'homogénéité sociale, est très proche de la mentalité traditionnelle de la communauté rurale bulgare avant la guerre, dans laquelle chacun qui diffère des autres d'une manière ou d'une autre risque d'être marginalisé. Tout citoyen qui manque de saluer le nouveau pouvoir ou qui ne montre pas sa volonté empressée de lui collaborer, perd le droit d'être une partie du peuple et se voit généralement défini comme un renégat, donc, quelqu'un qui aurait renié sa lignée, sa communauté en sa qualité de grande famille commune.

Dans ce sens, la société bulgare présente les attentes indispensables que le pouvoir communiste met habilement à profit, juste en substituant leur objet. La ligne de partage dans l'histoire bulgare du temps de la guerre est la mort soudaine du roi Boris III. C'est un souverain de la fin de la première moitié du XX^e siècle – le siècle des masses totalitaires, qui a une conception relativement archaïque du pouvoir, s'efforçant à gouverner de manière autocrate, en s'appuyant sur le mythe du père de la nation garant de l'unité (ce qui parvient dans une large mesure à contrer les tentatives d'accession au pouvoir des adeptes bulgares de l'idée national-socialiste). Tous les historiens, tous les commentateurs des événements sont solidaires dans leur jugement : sa mort plonge le régime dans une crise profonde ; aucun des leaders bourgeois qui lui ont succédé n'est parvenu à le remplacer pleinement. Il s'agit d'une crise typique de l'identité, puisque pour la plus grande partie des gens il symbolisait le mythe de la nation. Dans les souvenirs de cette époque, on retrouve des images de gens en pleurs, qui se lamentent : « A qui nous laisses-tu donc?! ».

La politologie définit de telles situations comme un modèle holistique d'organisation sociale. Le corps du roi unificateur, sous la direction duquel s'est effectuée l'unification tellement rêvée par les générations du corps fragmenté de la patrie, devient un impératif de l'appartenance. Après la mort subite de Boris III et le chaos et l'insécurité de l'après-guerre, la société bulgare pénètre avec un grand retard dans l'époque de la rupture avec l'ordre symbolique ainsi décrit. Une rupture douloureuse et accompagnée par une crise profonde des relations interpersonnelles considérées jusque-là comme fondatrices. Les gens ont perdu leur identité commune et restent seuls, chacun pour soi, dans le tourbillon des nouveaux changements. Dans une telle situation les idées du parti communiste trouvent un espace favorable, laissé vacant par le corps du roi défunt, et empêchent ainsi la société bulgare d'arriver à une maturité politique.

Au fond du projet totalitaire, Claude Lefort découvre justement cette ambition fantasmagique de restauration de l'unité sociale comme un corps, dans laquelle la personnalisation du pouvoir en la figure du guide, du culte voué à la personnalité, joue de nouveau un rôle déterminé.²⁰ Cette personnalisation se réalise en Union soviétique avec Staline, et en Bulgarie avec Georgi Dimitrov qui, bien qu'ayant perdu tout crédit historique, est canonisé comme un « guide et enseignant du peuple bulgare ». Dans la mise en scène idéologique modifiée, sa figure remplace avec succès la figure du roi. Il n'est pas fortuit que le peuple bulgare assiste aux obsèques de son roi et de son secrétaire du parti, emportés trop tôt tous les deux, en montrant la même douleur et en versant les mêmes larmes (bien que dans le deuxième cas les manifestations de douleur aient été aussi préparées). C'est ainsi qu'on arrive au mausolée de Georgi Dimitrov – le bâtiment qui abrite et préserve le corps physique du guide pour garantir sa présence.

²⁰ Claude Lefort: *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, TEL-Gallimard, 1979, pp. 169-170.